

# Nuru-Afrika

24 septembre 2025  
Publication #002

Décryptages et perspectives locales

Email : [nuruAfrika@gmail.com](mailto:nuruAfrika@gmail.com)

## DANS CE NUMÉRO #002

### Foire dédiées à la paix

Analyse de la multitude d'initiatives de paix qui risquent de se neutraliser

### Des incontournables se sentent déconsidérés

Certains membres de groupes armés se sentent déconsidérés.

### Des pembernisés et règlement des comptes ?

Des chefs locaux (coutumiers et représentants des villages) sont mis à l'écart, tandis que l'on observe des signes de règlement de compte.



## L'initiative CENCO-ECC a-t-elle pris en compte l'inclusion au niveau local ?

*Josaphat Musamba*

### Introduction

Au premier trimestre de l'année 2025, les deux plus grandes villes de l'est du Congo ont été conquises par les rebelles de l'AFC/M23, avec l'appui des Forces de défense rwandaises. Cette prise de contrôle a été rendue possible par d'intenses et rudes affrontements. Dans le contexte de l'état de siège décreté dans les provinces de l'Ituri et du Nord-Kivu, la rébellion a pris le contrôle de ces zones et y maintient une présence depuis plus de huit mois. L'occupation de la ville de Goma a engendré une crise humanitaire majeure, caractérisée par une vulnérabilité accrue de la population. Des personnes déplacées à l'intérieur du pays ont dû regagner leurs villages, dont la sécurité est compromise. Ce retour a engendré un bilan humain défavorable au sein de la population urbaine. En réponse à cette situation, le mouvement rebelle avait déployé une stratégie de gouvernance marquée par la violence et l'intimidation. Par contre, en mobilisant sa stratégie militaire, l'armée congolaise avait procédé à un retrait stratégique de la ville de Bukavu. Cette

manœuvre a permis à l'insurrection de prendre le contrôle de la région avec sa campagne de Kalehe. Malgré l'opposition des forces en présence, les tirs de grenade et les politiques de violence menées par les autorités de l'AFC/M23, elle a réussi à prendre le contrôle de la ville. Dans un contexte de violence et de famine, les rebelles ont mis en place des politiques révolutionnaires violentes qui pourraient ou pas engendrer des conflits futurs.

Une analyse détaillée de la couverture médiatique de la prise de la ville de Goma a révélé que de nombreux journalistes s'y étaient rendus pour couvrir les événements. Parallèlement, des procédures de rapatriement des mercenaires vers leur pays d'origine ont été mises en œuvre.

Concomitamment, les évêques de la CENCO et les pasteurs de l'Église du Christ au Congo se sont rendus à Goma pour rencontrer les dirigeants de l'AFC/M23. Des photographies ont été diffusées sur les réseaux sociaux (X et Meta). Ces deux représentants religieux ont mené des négociations avec les dirigeants militaires et politiques de l'AFC/M23. À l'issue de leur mission, ils se sont rendus dans la capitale rwandaise, Kigali, pour une réunion stratégique avec le président rwandais, Son Excellence **Paul Kagame**. Outre les acteurs mentionnés précédemment, la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et l'Église catholique du Congo (ECC) ont déployé des efforts supplémentaires pour rencontrer l'ancien président **Joseph Kabila** ainsi que d'autres acteurs politiques de l'opposition non armée. Lors des leurs diverses réunions avec les opposants **Martin Fayulu**, **Moïse Katumbi Chapwe** et d'autres, les sujets abordés ont porté sur divers thèmes. Initialement conçue pour inclure l'ensemble des parties prenantes, la démarche a été réorientée afin de mobiliser la population congolaise autour d'un dialogue constructif visant à identifier des solutions à la crise sécuritaire dans l'est du Congo. Cependant, des préoccupations ont été soulevées quant au **caractère inclusif du processus**, notamment en ce qui concerne les échanges menés en dehors des canaux officiels et les liens avec d'autres initiatives, telles que celles de Doha, de la SADC-EAC, de Washington et/ou du bureau de l'envoyé spécial de l'Union européenne pour la région des Grands Lacs.

Ce processus, qui a reçu un accueil favorable de la part des Congolais, du corps diplomatique et des agences des Nations unies, présente toutefois des lacunes en termes d'efficacité, d'ouverture et d'inclusion d'autres parties prenantes au niveau local. Ces lacunes pourraient compromettre l'obtention des résultats escomptés. Selon les informations recueillies lors d'échanges avec des acteurs armés du Sud-Kivu, des chefs coutumiers et d'autres leaders d'opinion, il apparaît que l'abbé **Donatiens Nshole** et le révérend **Eric Nsenga** ne se sont pas entretenus avec eux. Dans le contexte des négociations avec les représentants de l'Église du Christ au Congo dans les grandes villes, certains individus ont fait l'objet d'une approche, bref consultés. Cependant, les parties prenantes impliquées dans les activités rebelles et à l'origine de ces négociations n'ont pas été sollicitées. Notre décryptage, se propose de répondre à la question suivante : *Dans quelle mesure le processus piloté par la CENCO et l'ECC démontre-t-il des signes d'inclusivité avec les acteurs locaux supposés comprendre mieux ces enjeux ?* Il est essentiel d'analyser les motivations qui ont incité les membres des communautés religieuses (CENCO et ECC) à se rendre dans les zones sous contrôle rebelle à Goma, alors qu'ils n'avaient jamais auparavant tenté de rencontrer les factions rebelles Wazalendo et leurs soutiens dans leurs entités respectives, des mois auparavant.

Ce billet de blog poursuit deux objectifs, premièrement démontrer le manque d'inclusivité du processus de la CENCO-ECC ; deuxièmement appeler les partenaires nationaux, régionaux (SADC-EAC, UA) ainsi que les acteurs européens (UE et ambassadeurs accrédités en RDC) à faire preuve de

prudence et à intégrer les vrais acteurs incontournables dans leurs processus. Outre une introduction et une conclusion, le document se compose de trois sections qui interagissent entre elles. Selon l'analyse présentée ici, il s'agira dans un premier temps d'examiner le rôle du processus dans ce que **Kashauri Tembo** qualifie de « kermesse de la paix ». Dans la suite de cette analyse, nous étudierons en profondeur les actes d'exclusion des groupes armés locaux lors des consultations. Ce billet de blog examine les éléments incontournables, invisibilisés par des ecclésiastiques congolais, mais qui ne sont pas pour autant des victimes. Dans la quatrième section, nous analyserons l'exclusion des églises de réveil autant, celle kimbanguiste et musulmane, perçue comme un règlement de comptes.

## Kermesse pour la paix

Dans une représentation graphique saisissante, Tembo Kashauri a récemment illustré la pluralité des processus de paix sous la forme d'une kermesse pour la paix dans article sur Actualité.cd du 9 juin 2025. Il convient de noter que, pour l'artiste en question, il existe des démarcations et des passerelles entre ces initiatives qui sont nombreuses et dans une fête. En scrutant des pourparlers diplomatiques, les dirigeants des États ont fusionné les processus SADC-EAC, qui s'inscrit dans la continuité du processus de Nairobi et trouve son aboutissement à Luanda. Ainsi, une nouvelle rencontre entre les chefs d'État **Félix Antoine Tshisekedi** et **Paul Kagame** avait eu lieu à Doha, au Qatar. Ce processus a permis la signature de communiqués conjoints séparés, ainsi que des rencontres avec les acteurs de la RDC et de l'AFC/M23. Néanmoins, il convient de préciser que les négociations sont toujours en cours. Il est important de noter que l'arrivée au pouvoir de Donald Trump et la proposition de Kinshasa sous la présidence de Joe Biden ont été au centre d'un autre processus. Ce dernier, connu sous le nom de « processus de Washington », est présenté comme un ultime recours pour parvenir à la paix entre la République démocratique du Congo (RDC) et le Rwanda. Le 27 juin 2025, le Rwanda et la RDC ont apposé leur signature au bas de la déclaration de principes qui avait suscité des interrogations. Cet acte a été suivi, par la signature de l'accord de paix final en présence du président américain Donald Trump. Sur le plan local, l'alliance CENCO-ECC a pris position en faveur de son processus, qu'elle considère comme le plus inclusif. En effet, Kinshasa refusait toute approche avec les rebelles de l'AFC/M23, qu'il qualifiait de terroristes. Par ailleurs, deux autres initiatives ont récemment changé de positionnement. L'une d'entre elles émane de l'ancien président **Joseph Kabila Kabange**, qui a mené des consultations dans des cercles influencés par l'AFC/M23 et des couches de populations à Goma et Bukavu. Il apparaît toutefois que ces consultations également ne sont pas inclusives. En revanche, **Joseph Kabila** n'a pas pu consulter les membres des groupes Mai-Mai, les combattants hutus du CMC ou les populations de Walikale, Shabunda, Kamituga et d'autres régions. Il s'est rendu à Bukavu, mais il lui a été difficile de se rendre également à Fizi (Hewa Bora), lieu de sa naissance. Cette initiative est-elle susceptible d'apporter la paix ou de l'étouffer ? Finalement, ces processus, qui se croisent et se complètent parfois, ne finiront-ils pas par se neutraliser ?

---

## Des incontournables se sentent déconsidérés

Les délégués de la Conférence épiscopale nationale du Congo (CENCO) et de l'Église du Christ au Congo (ECC) ont engagé des négociations avec l'une des factions armées présentes dans l'est de la République démocratique du Congo. À la suite de pourparlers avec les représentants des branches politiques et militaires de l'AFC/M23, la délégation s'est rendue à Kigali. Bien qu'ils soient basés à Kinshasa, les évêques n'ont pas établi de communication avec les seigneurs de guerre des Wazalendo. Six mois après cet échange, aucune réunion n'a été planifiée avec les autres groupes armés opérant dans l'est du Congo, ce qui les amène à penser qu'ils ne sont pas considérés : « *Tous les Wazalendo, à travers leurs généraux autoproclamés, déplorent le fait que la CENCO et ECC ne les ont jamais consultés, contrairement à l'AFC/M23. Les généraux croient que ces institutions religieuses les déconsidèrent.* »<sup>1</sup> Cette initiative est contestée par certains d'entre eux et leurs représentants, qui la délegitiment. À ce jour, les groupes de l'Ituri, du Nord-Kivu et du Sud-Kivu n'ont pas été officiellement contactés à l'exception de la rencontre avec Thomas Lubanga en février. Cette situation met en lumière le fait que les groupes armés de la plaine de la Ruzizi, en particulier le groupe du général autoproclamé **Kamama**, s'étonne de l'exclusion dont ils font l'objet. Pour le force patriotiques pour la défense du congo /Mouvement de Libération (FPDC/ML) de Olivier Bolingo<sup>2</sup>, cette initiative n'est pas inclusive : « *Ni la CENCO ni l'ECC n'ont jamais contacté aucun groupe de Wazalendo. Le FPDC/ML a participé au processus depuis Murhesa 1 et 2; le Centre Amani de Bukavu ; l'hôtel Béatrice de Kinshasa ; Nairobi 1, 2 et 3. Pour le moment, nous ne sommes pas contactés ni par la CENCO-ECC, ni à Doha. Cette initiative n'est pas inclusive.* »<sup>3</sup>. Il convient de rappeler que certains groupes armés sont constitués d'agents qui combattent l'AFC/M23. Ce processus court le risque d'échouer si les évêques n'anticipent pas, comme le fait remarquer un acteur de paix à Beni : « *En tant qu'acteur de paix, il ne faut pas oublier les Wazalendo, même s'ils sont alliés au gouvernement. Ils ont des revendications contre le M23, contre le gouvernement et s'opposent à l'hégémonie tutsie. Leurs problèmes ne sont pas encore résolus. Aborder la question de la paix sans associer les Wazalendo n'est pas utile. Les évêques ne sont jamais venus à Beni pour rencontrer la synergie Wazalendo Front Nord* »<sup>4</sup>. Malgré ces interpellations, d'autres catégories d'acteurs ont été mises à l'écart, même si la CENCO-ECC a fini par tenter de les consulter à Kinshasa. La section suivante examine la pratique de la « pemberisation » des acteurs locaux et d'autres confessions religieuses dans ce processus.

---

<sup>1</sup> Entretien téléphonique #1, coordonnateur des VDP / Wazalendo axe du Sud, 12 juillet 2025.

<sup>2</sup> Olivier Bolingo est le fils de feu Général autoproclamé Kibukila Kitungano wa Seba (Mtetezi) alias ( Ebuela). A sa mort, son fils l'avait succédé.

<sup>3</sup> Entretien WhatsApp #2, Président de la branche politique du groupe armé FPDC/ML à Fizi, 12 juillet 2025

<sup>4</sup> Entretien WhatsApp#3, acteur de paix, Beni, 13 juillet 2025

---

## Pembenisés

Des initiatives locales de paix ont été lancées avec l'appui des organisations non gouvernementales et celles issues des partenaires de l'ONU. Ces initiatives, axées sur la transformation des conflits, tiennent compte de la sensibilité aux conflits et de l'inclusion des acteurs. En somme, les dirigeants locaux apparaissent comme un maillon essentiel du processus de pacification. Ces acteurs, qui jouent un rôle crucial, sont souvent éclipsés par le processus CENCO-ECC. Il est par ailleurs impératif de prendre en compte le rôle des chefs locaux dans ce processus. Or, si les acteurs concernés par la résolution des problèmes au sein des communautés affectées par les conflits sont les notables, les chefs de village et les femmes, ces derniers ne sont pas suffisamment consultés ni associés. Si le chef de la chefferie des Bavira reconnaît l'importance de son implication en tant qu'autorité coutumière dans ce processus, il n'est ni associé ni consulté par la CENCO ou l'ECC ou alors par l'évêque d'Uvira. Les chefs locaux doivent non seulement être consultés, mais aussi associés, car ils jouent un rôle crucial dans la préservation de la cohésion sociale, la gestion des ressources et des conflits dans leurs entités. Pourquoi les chefferies des Bafuliru, Bavira et Bahema, ainsi que les chefs locaux Bembe, ne sont-ils pas associés au processus de la CENCO-ECC ? Il convient également de noter que les dirigeants des villes de Baraka et de Kamituga, ainsi que ceux des communes rurale de Minime ou de Mongbwalu n'ont pas été consultés. Cela montre à quel point cette initiative manque d'ancrage local.

## Règlements de comptes ?

Dans le contexte post-électoral qui a suivi l'arrivée au pouvoir de Félix Antoine Tshisekedi, les candidats ont manifesté des divergences d'opinion, ce qui a conduit à des divisions entre confessions religieuses. Ces divisions ont été exacerbées par les réformes de la CENI et surtout la désignation de son coordonnateur qui devrait venir des confessions religieuses. Ainsi, les Églises catholique et protestante ont cherché à imposer leur candidat contre ceux d'autres confessions, ce qui n'avait pas marché. Des églises de réveil, ainsi que celle kimbanguiste et/ou musulmane, avaient uni leurs efforts pour présenter leur candidat commun, en opposition à celui des catholiques et protestants. Si certaines parties prenantes évoquent un règlement de comptes, la CENCO-ECC ne tient pas compte des églises de réveil, kimbanguistes et musulmanes : « *En ma qualité de membre de la représentation provinciale de l'église kimbanguiste au Sud-Kivu, cette dernière n'a jamais été contactée par la CENCO et l'ECC. La branche confessionnelle est composée de six confessions. Elle affichait les couleurs de l'opposition dans ses sorties médiatiques, au point que la démarche n'était plus inclusive.* »<sup>5</sup>. Dans un contexte de conflit où coexistent des combattants et des membres de l'église adventiste ou des diacres, il devient impératif d'évaluer le niveau d'inclusion, alors que certains crient au règlement de comptes. La politique de la CENCO et l'ECC ne laissait entrevoir aucun signe d'apaisement à court terme il y a quelques mois. Si ces acteurs parviennent à rassurer les bailleurs de fonds, les Européens, les Africains et les Nations unies quant à l'ancrage local de leur processus, il serait souhaitable qu'ils commencent par donner l'exemple et qu'ils associent d'autres églises à leur démarche.

---

<sup>5</sup> Entretien WhatsApp#4, membre de l'église Kimbanguiste au Sud-Kivu / Bukavu, 13 juillet 2025

## Conclusion

Ce billet de blog s'est concentré sur l'examen de l'initiative conjointe de la CENCO-ECC dans l'est de la République démocratique du Congo. Sa publication visait à mettre en lumière les implications d'un déficit d'inclusivité des acteurs locaux quant à l'avenir des actions entreprises par les prêtres et les révérends. Dans un contexte marqué par les tensions entre la RDC et le Rwanda, l'activisme de l'AFC/M23 et l'extension de ce groupe armé dans les villes de Goma et Bukavu, des appels au calme et à la paix se sont multipliés. Outre les initiatives de Luanda, de Doha (Qatar), de l'Union africaine avec le soutien de la SADC et de l'EAC, de la CENCO-ECC et de l'initiative individuelle de l'ex-président Joseph Kabila en quête de repositionnement, celle de Washington a connu un succès en amenant les parties à signer un accord de paix. A l'heure actuelle, un seul maillon d'une chaîne plus large permet de relier les deux États en conflit : la République démocratique du Congo et le Rwanda. Néanmoins, il convient de souligner que les prêtres de l'Église catholique et les révérends de l'Église du Christ au Congo ont déployé d'importants efforts pour faire avancer leur processus, initiative.

La démarche conjointe de la CENCO et ECC est présentée comme une initiative visant à favoriser la réconciliation des Congolais. Cette démarche s'inscrit dans le cadre d'un dialogue sur les « causes profondes internes » de la RDC. Cependant, trois éléments spécifiques remettent en question l'inclusivité de ce processus. Tout d'abord, ce processus a omis d'inclure des acteurs incontournables, comme d'autres groupes armés qui entrent régulièrement en conflit avec l'AFC/M23. Ces groupes armés s'interrogent sur les raisons pour lesquelles le processus de la CENCO et l'ECC rencontre l'ensemble des acteurs concernés, à l'exception de leurs propres mouvements. En deuxième lieu, ce sont les chefs locaux qui ont été marginalisés. Cette situation est préoccupante, car elle révèle une défaillance significative dans le processus de consultation de la CENCO et de l'ECC au sein des entités locales. Il conviendrait de cesser toute représentation des populations locales au nom de leurs intérêts, car les dirigeants locaux sont des acteurs clés dans ce contexte. Les populations locales se retrouvent dans l'incapacité d'exprimer leurs souffrances, car elles se trouvent au centre des enjeux et des violences. L'absence d'inclusion des dirigeants locaux met en évidence le caractère non inclusif du processus en question à l'échelle locale. D'autres sources estiment par ailleurs que la CENCO et l'ECC règlent des comptes aux églises de réveil, kimbanguistes et musulmanes.

Sachant que ce document analyse les facteurs qui contribuent à la cohésion sociale dans l'est de la République démocratique du Congo, l'objectif est de déterminer si le processus en question contribue à faciliter cette cohésion. Dans un premier temps, il est important que le processus de la CENCO et l'ECC puisse inclure l'ensemble des acteurs mentionnés précédemment dans ses procédures et organise, de manière urgente, des rencontres entre eux. Dans le même cheminement, maintenir sa crédibilité. Pour ce faire, il serait judicieux d'impliquer les chefs locaux, les représentants des autres confessions religieuses ainsi que les groupes armés (rencontrer les acteurs concernés et non leurs représentants). S'agissant des pourparlers de Doha, il serait judicieux de sensibiliser les acteurs concernés, notamment l'abbé **Donatien Nshole** et le révérend **Eric Nsenga**, à l'importance d'inclure les groupes armés et les chefs locaux dans ce processus de paix bien qu'incluant deux acteurs : AFC/M23 et le gouvernement Congolais. Si de chefs coutumiers, des représentants des pouvoirs politico-administratifs locaux, de représentants des églises locales (Catholiques et Protestantes) ou des églises de réveil, musulmanes ou kimbanguistes etc., sont associer alors ils devraient jouer des rôles cruciaux et significatifs dans le processus et l'inclusivité du processus sera complète et soutenue. Alors que les facteurs de résistance et de rejet sont pris en compte, il faudrait les contourner afin d'éviter les risques afférents. Il revient aux évêques de la CENCO, en collaboration avec les révérends élitistes de l'ECC, de promouvoir l'inclusion des acteurs concernés. En définitive, cette approche n'est pas considérée comme substantielle, car ils estiment que la crise de l'AFC/M23 trouve son origine en interne. Cette interprétation, qui considère ce problème comme interne sans intégrer les dimensions bilatérales et régionales, ne permettra certainement pas de transformer durablement cette crise. Les différents niveaux du problème sont interconnectés, tant au niveau interne qu'au niveau bilatéral et régional. L'ECC et la CENCO devraient en prendre conscience.

**Josaphat Musamba** est doctorant à l'Université de Gand; chercheur au groupe d'études sur les conflits et la sécurité humaine (GEC-SH) /CERUKI-ISP Bukavu et assistant d'enseignements à l'ISDR/Mbandaka